

Les niveaux post-primaires et la dynamique des scolarisations¹

La focalisation sur la scolarisation primaire universelle a occulté en partie une réflexion construite sur le secondaire ; or à l'aune des progrès importants réalisés par les pays africains, depuis le Forum de Dakar, dans l'achèvement du primaire, la question du devenir de ces enfants se pose, et on peut s'interroger notamment sur les opportunités qu'ils auront de poursuivre en grand nombre une scolarité dans l'enseignement secondaire général et technique. Quel état des lieux peut-on dresser aujourd'hui pour les enseignements post-primaires ? Les dynamiques d'accroissement des effectifs du secondaire sont-elles de nature à susciter des inquiétudes ? Ce chapitre vise à répondre à ces deux questions en mettant l'accent sur la grande diversité de situations qui traverse le continent et milite donc pour des politiques sectorielles qui s'inscrivent dans les contextes nationaux.

1 NB : pour l'ensemble du chapitre ne sont pris en compte que les pays pour lesquels on dispose de données ultérieures à l'année scolaire 2003-04. Sont donc exclus de la plupart des analyses l'Angola, le Gabon, la Guinée-Bissau, la Guinée Equatoriale, le Liberia, la Libye, la République Démocratique du Congo, les Seychelles, la Somalie et le Zimbabwe.

Le chapitre 2 a montré les progrès indéniables de l'Afrique en matière de scolarisation primaire, même s'il y a encore un nombre non négligeable de pays pour lesquels on peut émettre des réserves quant à leur capacité à atteindre l'objectif d'universalité d'ici 2015. On peut donc se réjouir de ces progrès, mais ces dynamiques suscitent des interrogations quant au devenir des élèves qui achèvent aujourd'hui le cycle primaire, interrogations qui ont pu être occultées par la priorité accordée à la SPU (priorité évidemment nécessaire et qui doit perdurer dans les pays qui sont loin de l'objectif).

Il y a donc un important besoin de réflexion sur les enseignements post-primaires, mais il est nécessaire auparavant d'examiner le niveau de développement actuel de ces enseignements et les dynamiques qu'on y observe. Quels enseignements sont proposés aux enfants qui achèvent aujourd'hui leur scolarisation primaire et dans quelle proportion poursuivent-ils leur scolarisation ? Quels sont les niveaux de développement des enseignements post-primaires ? Le développement rapide du cycle primaire et les progrès dans son achèvement engendrent-ils des flux toujours croissants d'élèves qui entrent au secondaire ? L'image d'une arrivée brutale et massive d'élèves au secondaire est-elle vérifiée ?

Il s'agit dans une première partie de brosser un tableau de l'état des enseignements post-primaires en s'intéressant à la couverture, aux flux et à l'efficacité interne de ces niveaux, sans oublier la problématique des disparités de genre ou encore les conditions d'enseignement. Une deuxième partie analysera les dynamiques post-primaires en axant principalement la réflexion sur le secondaire général afin de voir si on observe une pression grandissante à l'entrée de ce sous-secteur et dans quelle mesure celle-ci proviendrait de la croissance du cycle primaire.



1. Etat des lieux : une grande diversité sur tout le continent

1.1 Couverture des enseignements post-primaires

Les enseignements post-primaires désignent trois types et niveaux d'enseignement que sont le secondaire général, l'enseignement et la formation techniques et professionnels et l'enseignement supérieur. Il s'agit dans cette partie d'examiner, dans la mesure que permettent les données, les scolarisations à chacun de ces niveaux.

1.1.1 Le secondaire général : des situations très variées, entre accès très marginal et accès quasi-universel

Aspects institutionnels

Chaque pays a une organisation du système éducatif qui lui est propre. Dans le chapitre précédent, on comptait déjà un certain nombre de différences au cycle primaire, notamment en ce qui concerne sa durée. Le secondaire général étant souvent plus long que le cycle primaire et coupé en deux cycles, les différentes configurations observées sont encore plus nombreuses.

Hormis l'Ethiopie, le Kenya et le Malawi², qui feront l'objet d'un encadré spécifique (voir encadré 3.1), l'enseignement secondaire général est composé partout de deux cycles, chacun d'une durée variant de 2 à 4 ans. Le tableau 3.1 présente la répartition des pays selon les durées d'enseignement de chaque cycle du secondaire.

Tableau 3.1 : Répartition des pays selon les durées d'enseignement de chaque cycle du secondaire général

		Durée du 1 ^{er} cycle		
		2 ans	3 ans	4 ans
Durée du 2 nd cycle	2 ans		Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie, Swaziland	Ouganda, République Unie de Tanzanie
	3 ans	Afrique du Sud, Sao Tomé et Príncipe, Soudan, Zambie	Algérie, Egypte, Gambie, Ghana, Mali, Maroc, Nigeria, Sierra Leone	Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Madagascar, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo
	4 ans	Cap-Vert	Erythrée, Maurice, Tunisie	

Source : Données ISU

Les scolarisations

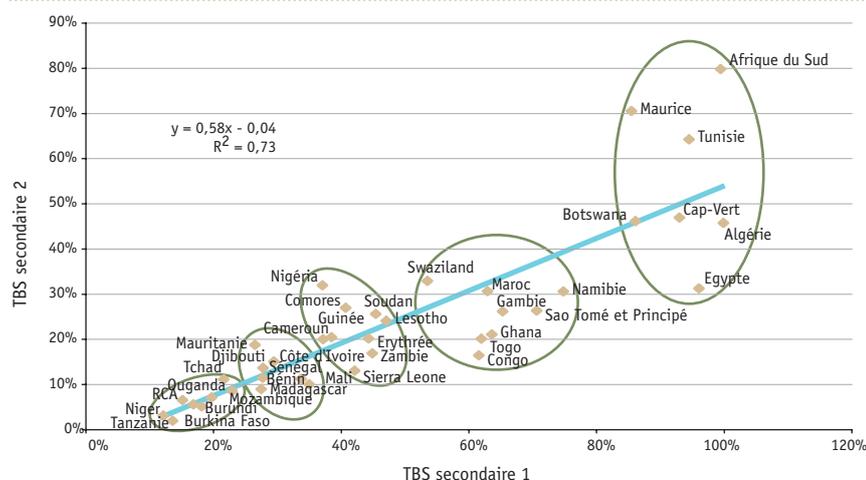
En Afrique en 2005, en moyenne³ un enfant sur deux accède au premier cycle de l'enseignement secondaire et plus d'un enfant sur trois l'achève, alors qu'un enfant sur quatre accède au second cycle de l'enseignement secondaire. Le taux brut de scolarisation moyen pour l'Afrique s'établit à 49% dans le premier cycle et 24% dans le second cycle, avec des taux d'accès qui s'élèvent respectivement à 48% et 24% et des taux d'achèvement respectivement de 37% et 17%.

2 L'Ethiopie, le Kenya et le Malawi présentent tous trois des structures particulières qui ne permettent pas de les comparer aux autres pays. En effet, dans ces trois pays, l'enseignement primaire dure huit ans et est suivi d'un enseignement secondaire qui dure quatre ans (2+2 pour le Malawi). Si on peut assimiler, du point de vue des curricula, les dernières années du primaire au premier cycle du secondaire, le fait que les huit années soient intégrées dans un même enseignement, et par là même dans un même établissement, engendre des mécanismes de transition très différents et rend délicate toute comparaison.

3 Moyennes sur les pays.

Cette situation cache des disparités très importantes : le graphique 3.1 présente le nuage des points des 39 pays selon les TBS dans les deux cycles de l'enseignement secondaire général. La corrélation entre le développement des deux cycles du secondaire est évidente, avec une couverture toujours plus faible dans le second cycle que dans le premier.

Graphique 3.1 : TBS aux deux cycles du secondaire en 2004/05 (ou proche)



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

On peut distinguer, selon ces niveaux de TBS, cinq groupes de pays, plus ou moins homogènes :

- Groupe 1 : enseignement secondaire très peu développé (Burkina Faso, Burundi, Mozambique, Niger, Ouganda, RCA, Tanzanie, Tchad)

Ces pays se caractérisent tous par un enseignement secondaire très peu développé : un enfant sur cinq en moyenne accède à ce niveau d'enseignement et moins d'un sur vingt achève le second cycle du secondaire. Les TBS sont très bas, compris entre 12% et 25% dans le premier cycle et entre 2 et 11% dans le second cycle : ils résultent de taux d'accès particulièrement faibles et de taux de rétention très bas (inférieurs à 50%), sauf pour le Mozambique et l'Ouganda.

	1 ^{er} cycle	2 nd cycle
TBS	18 %	6 %
Accès	20 %	6 %
Achèvement	10 %	4 %

- Groupe 2 : enseignement secondaire peu développé (Bénin, Côte d'Ivoire, Djibouti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Sénégal)

Le deuxième groupe comporte des pays qui ont un enseignement secondaire peu développé mais avec des taux d'accès et de rétention de 10 points supérieurs à ceux du groupe 1 au premier cycle du secondaire et deux fois plus importants au second cycle. Un enfant sur trois accède au secondaire (1^{er} cycle) et la rétention est globalement meilleure que dans le groupe 1 (deux tiers des élèves qui commencent le 1^{er} cycle l'achèvent).

	1 ^{er} cycle	2 nd cycle
TBS	30 %	13 %
Accès	31 %	12 %
Achèvement	20 %	10 %

- Groupe 3 : enseignement secondaire moyennement développé (Cameroun, Comores, Erythrée, Guinée, Lesotho, Nigeria, Sierra Leone, Soudan, Zambie)

Ce troisième ensemble compte des pays où l'enseignement secondaire a déjà acquis une certaine importance, avec des taux d'accès et d'achèvement moyens supérieurs de 10 points par rapport à la catégorie précédente. Ils ont tous des taux d'accès au premier cycle du secondaire qui se situent autour de 40%, mais des niveaux de développement très divers du second cycle, avec des TBS compris entre 13% pour la Sierra Leone et 32% pour le Nigeria.

	1 ^{er} cycle	2 nd cycle
TBS	42 %	22 %
Accès	43 %	22 %
Achèvement	33 %	19 %

- Groupe 4 : enseignement secondaire assez développé, notamment le premier cycle (Congo, Gambie, Ghana, Maroc, Namibie, Sao Tomé et Príncipe, Swaziland, Togo)

Ce groupe présente des pays où plus d'un enfant sur deux accède au secondaire. Par contre, le second cycle est relativement peu développé par rapport au premier cycle, hormis pour le Swaziland : les TBS et taux d'accès au second cycle sont très proches de ceux du groupe précédent, alors que les valeurs pour le premier cycle leur sont largement supérieures.

	1 ^{er} cycle	2 nd cycle
TBS	64 %	26 %
Accès	63 %	26 %
Achèvement	46 %	19 %

- Groupe 5 : enseignement secondaire fortement développé (Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Cap Vert, Egypte, Maurice, Tunisie)

Ce dernier groupe de la classification se détache clairement du reste des pays, puisque le TBS est proche de 100% dans le premier cycle du secondaire. Par contre, on note des disparités très importantes dans le développement du second cycle, avec d'une part l'Afrique du Sud, la Tunisie et Maurice qui ont un deuxième cycle très développé et d'autre part les quatre autres pays où le TBS et le taux d'accès au deuxième cycle du secondaire sont inférieurs à 50%.

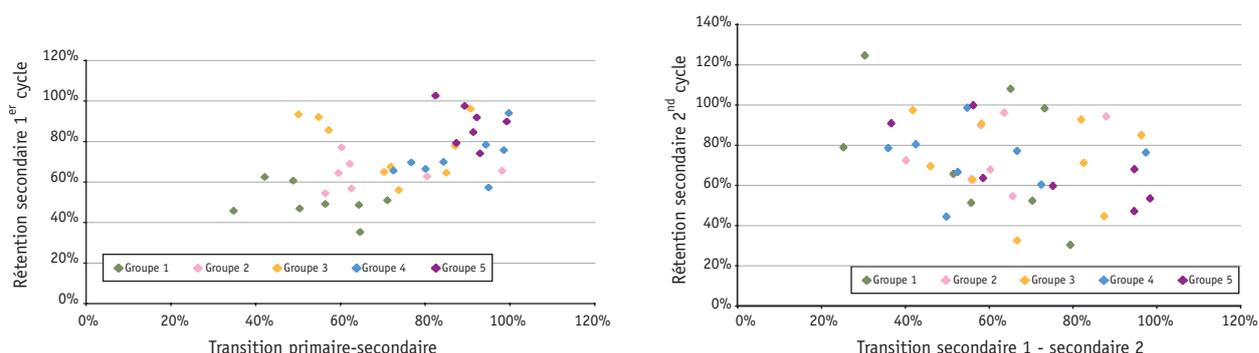
	1 ^{er} cycle	2 nd cycle
TBS	94 %	55 %
Accès	88 %	57 %
Achèvement	78 %	37 %

La question des flux

La précédente classification, si elle rend assez bien compte des disparités en termes de TBS et d'accès à l'enseignement secondaire, ne renseigne pas du tout sur les indicateurs de flux et la régulation qui s'opère, de façon contrôlée ou non. En fait, on n'observe pas de corrélation importante entre les indicateurs de flux (transition entre les cycles et rétention au sein des cycles) et les indicateurs de stocks, ni entre les indicateurs de flux eux-mêmes. En Zambie par exemple, la transition entre le primaire et le premier cycle du secondaire est faible (un enfant sur deux qui terminent le primaire entre au secondaire) alors que la rétention dans ce cycle est très élevée, puisque presque tous les enfants qui accèdent au secondaire achèvent ce premier cycle : on est typiquement dans le cas d'une régulation choisie. Au contraire, au Swaziland, la transition entre primaire et secondaire est universelle, alors que la rétention au secondaire est faible (un enfant sur deux qui entrent au secondaire achève le cycle). De même, des taux de transition ou de rétention élevés ne sont pas forcément associés à des taux d'accès élevés.

Les graphiques 3.2 et 3.3 présentent les taux de transition et les taux de rétention pour chacun des cycles de l'enseignement secondaire en 2005, ainsi que le groupe auquel le pays appartient.

Graphiques 3.2 et 3.3 : Taux de transition et taux de rétention au 1^{er} cycle et 2nd cycle du secondaire général en 2004/05 (ou proche)



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

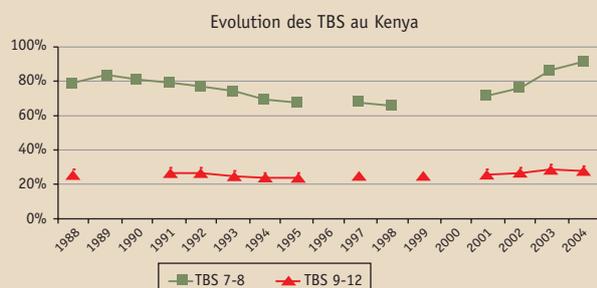
Si on peut observer pour le premier cycle de l'enseignement secondaire une certaine cohérence entre les deux indicateurs de flux (taux de transition et taux de rétention) et le niveau de développement du cycle (les pays d'un même groupe sont représentés par des points globalement assez proches sur le graphique 3.2), il n'en est rien pour le second cycle. Par conséquent, la typologie établie, bien qu'elle rende compte des divers niveaux de développement du système, masque l'extrême variabilité des taux de transition et de rétention, notamment au second cycle du secondaire général.



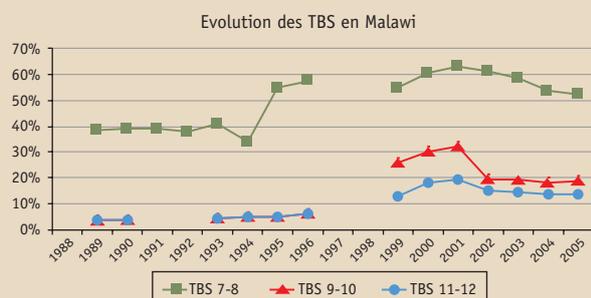
© UNESCO BREDIA - By Reg'

Encadré 3.1 : les cas de l'Éthiopie, du Kenya et du Malawi

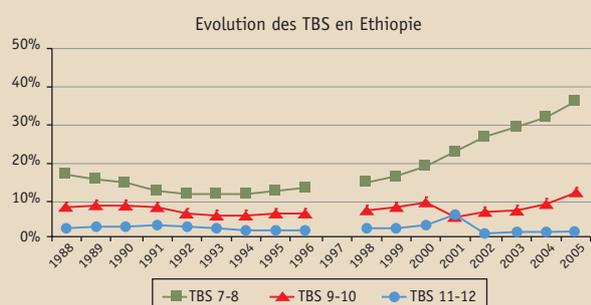
En Éthiopie, au Kenya et au Malawi, l'enseignement primaire dure huit ans et ouvre ensuite à un enseignement secondaire de quatre années. Au regard des curricula et afin de correspondre aux standards internationaux, ces huit années sont souvent découpées en 6+2 années, les deux dernières années étant apparentées au premier cycle du secondaire. On s'intéresse donc ici la scolarisation dans les deux dernières années du primaire et dans le secondaire. D'autre part, à la différence du Kenya, le secondaire en Éthiopie et au Malawi est subdivisé en deux cycles de deux ans chacun. Enfin, le Malawi a généralisé la gratuité au primaire en 1994, ce qui a eu comme conséquence directe une hausse brutale des effectifs : les évolutions des effectifs et des taux de scolarisation sont donc très différentes dans les trois pays.



Au Kenya, le taux brut de scolarisation dans les deux dernières années du primaire décroît puis stagne pendant toute la décennie 1990, avant d'augmenter nettement ensuite pour s'établir à 90%. Quant au secondaire général, si les effectifs augmentent légèrement depuis 2000, le TBS stagne autour de 28% : depuis 1988, il est resté compris entre 25% et 28%.



L'instauration de la gratuité de l'éducation primaire au Malawi en 1994 s'est traduite par un afflux massif d'élèves et une brusque hausse des TBS dans les deux dernières années du primaire, qui se répercute sur le TBS du secondaire 1 trois ans plus tard ; le début des années 2000 marque une baisse générale des TBS. La question est de savoir si cette tendance à la baisse se confirmera dans les prochaines années ou s'il ne s'agit que de la conséquence des brusques hausses observées au milieu des années 1990.



Enfin, en Éthiopie, on observe une hausse régulière des taux de scolarisation à la fin du primaire, mais une stagnation, voire une baisse, de ces taux dans les quatre années du secondaire, qui plafonnent à 15% et 2% : l'accroissement de la scolarisation au primaire ne s'est donc pas traduit par une accélération de l'accès au secondaire.

Ces trois pays connaissent finalement des croissances très différentes de la scolarisation primaire mais ils présentent tous une relative stagnation de la scolarisation dans leur cycle secondaire.

Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

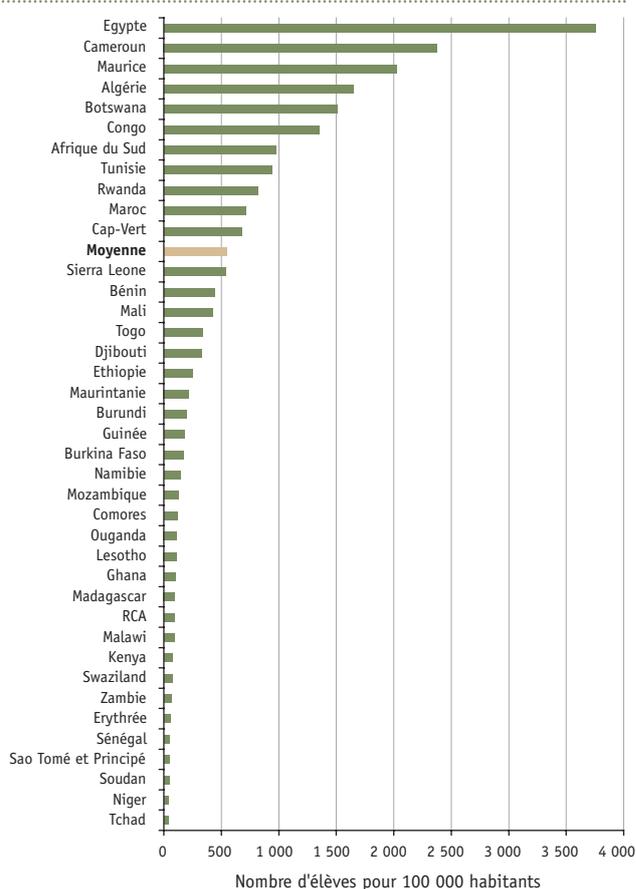
Le redoublement, une pratique très diversement employée

La question du redoublement est souvent discutée au niveau de l'enseignement primaire. Les différentes études sur le sujet montrent que cette pratique est un frein à la scolarisation primaire universelle étant donné qu'elle favorise l'abandon et qu'il s'agit d'une mesure à la fois coûteuse et à l'efficacité pédagogique très contestée. Les redoublements sont beaucoup moins analysés au secondaire qu'ils ne le sont au primaire, alors que les enjeux sont tout aussi importants. Il semble donc opportun d'évaluer l'ampleur des redoublements dans l'enseignement secondaire afin de dresser un état des lieux de l'efficacité interne des pays africains au post-primaire.

Les pratiques dans l'enseignement secondaire en termes de redoublement sont très variées : le pourcentage de redoublants s'étend, en 2004/05, dans le premier cycle du secondaire de moins de 1% (Botswana) à plus de 34% (Sao Tomé et Príncipe), et dans le second cycle du secondaire de moins de 1% (Namibie, Tanzanie, Botswana) à 31% (Sao Tomé et Príncipe).

De façon générale, plusieurs pays (Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République Centrafricaine, Congo, Mali, Tchad) présentent encore en 2004/05 de forts pourcentages de redoublants (supérieurs à 20%) ce qui réduit leur capacité à accueillir un plus grand nombre d'élèves. En effet, à contrainte budgétaire donnée, les redoublants occupent des places aux dépens de nouveaux entrants, entraînant une réallocation des dépenses pour faire face à la surcharge des classes et aux besoins de ressources matérielles, humaines et financières.

Graphique 3.4 : Couverture de l'EFTP en 2004/05 (ou proche)



1.1.2 L'enseignement et la formation techniques et professionnels : des choix politiques très différents

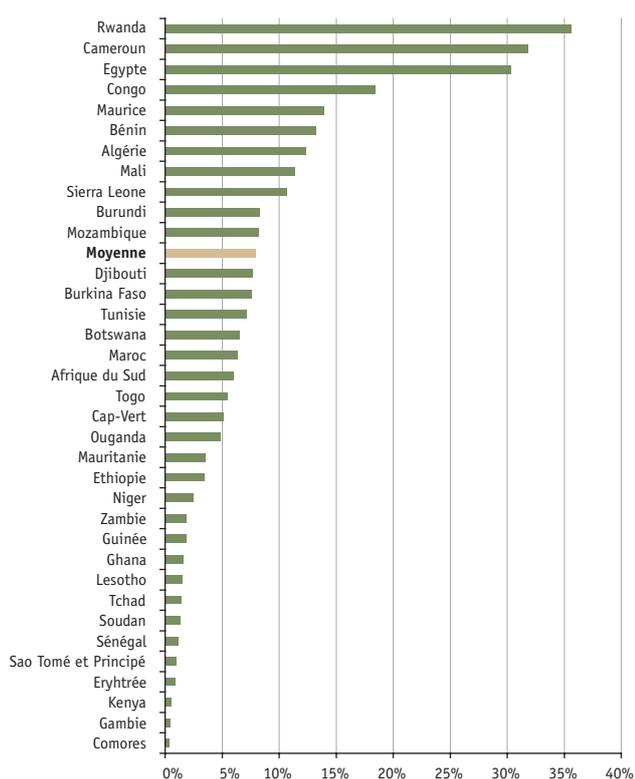
En moyenne sur les pays, la couverture de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) s'élève à 549 élèves pour 100 000 habitants en 2004/05. Cependant, au niveau du continent, quand on fait la moyenne pondérée par le poids démographique des pays, la couverture passe à 871 élèves pour 100 000 habitants. Cette différence révèle la variété des situations observées entre les pays pour lesquels des données récentes sont disponibles. Certains pays ont moins de 100 élèves dans l'EFTP pour 100 000 habitants (Tchad, Niger, Soudan, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Erythrée) alors que d'autres dépassent les 1 000 élèves (Congo, Botswana, Algérie, Maurice, Cameroun, Egypte).

Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

La couverture de l'EFTP relève d'un choix politique de donner un poids plus ou moins important à ce sous-secteur à l'intérieur de l'enseignement secondaire ; il est donc important de compléter la description précédente en examinant la part que représente, pour chaque pays, l'EFTP au niveau du secondaire. La moyenne sur les pays est de 8%, mais au niveau continental, 14% des élèves scolarisés dans le secondaire le sont dans des filières techniques et professionnelles. La part des effectifs du technique et professionnel varie beaucoup, reflétant des priorités très différentes accordées à cet enseignement : alors qu'elle ne dépasse pas 2% dans dix pays (les Comores, Sao Tomé et Príncipe, le Kenya, l'Erythrée, le Soudan, le Sénégal, le Ghana, la Guinée, la Zambie et la Namibie), elle est supérieure à 30% en Egypte, au Cameroun et au Rwanda, où elle atteint 36%.

Le graphique 3.5 montre, sur les pays pour lesquels l'information est disponible, la variété des situations observées concernant la part des effectifs de l'EFTP dans l'enseignement secondaire en 2004/05.

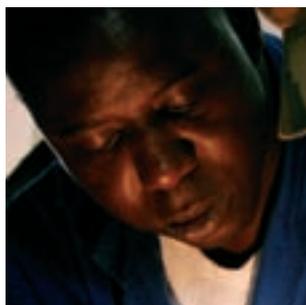
Graphique 3.5 : Part des effectifs de l'EFTP dans l'enseignement secondaire en 2004/05 (ou proche)



Il n'y a pas de relation très claire entre le développement du secondaire général et la part du secondaire technique et professionnel. Des pays peuvent avoir un TBS du secondaire général assez élevé et une part de l'EFTP faible (Ghana par exemple) ou élevée (Egypte) ; à l'inverse, des pays où le secondaire général est peu développé peuvent avoir une part de l'EFTP importante (Bénin) ou faible (Sénégal). Cela souligne l'indépendance de ces deux sous-secteurs qui peuvent occuper des places très différentes dans l'élaboration des stratégies sectorielles en fonction des pays.

Les données à disposition pour l'EFTP ne permettent pas d'affiner l'analyse dans ce sous-secteur notamment pour les questions de redoublement et de transitions.

Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

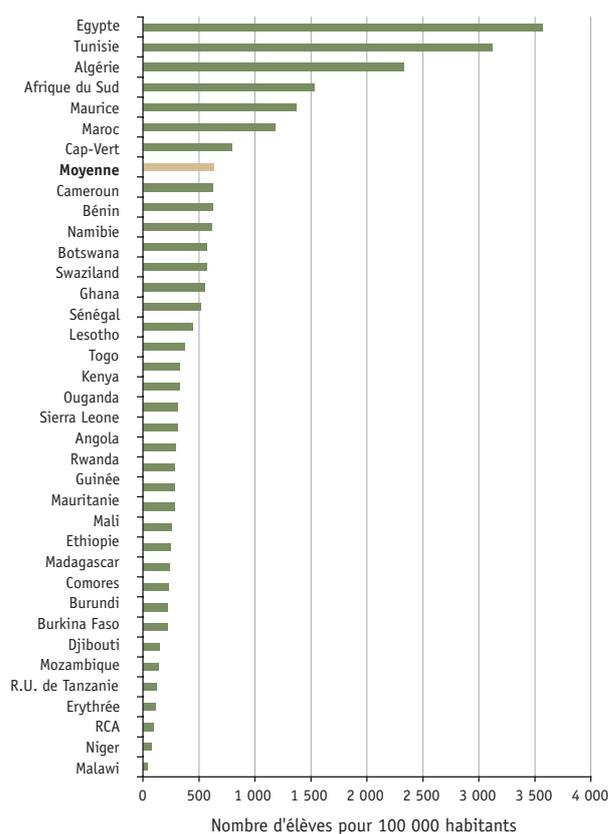


1.1.3 L'enseignement supérieur

La couverture de l'enseignement supérieur s'évalue comme pour l'EFTP en nombre d'étudiants pour 100 000 habitants. On compte 985 étudiants pour 100 000 habitants africains, mais si on exclut les pays d'Afrique du Nord, qui ont un enseignement supérieur beaucoup plus développé que le reste du continent, la moyenne pour l'Afrique subsaharienne s'établit à 400 étudiants pour 100 000 habitants, et là encore les moyennes masquent des situations très variables selon les pays.

Sur les 37 pays pour lesquels on dispose de données récentes (2004/05 ou proche), 23 comptent moins de 500 étudiants pour 100 000 habitants, huit pays ont entre 500 et 1000 étudiants pour 100 000 habitants et six pays en ont plus de 1000. Dans la plupart des pays africains, l'enseignement supérieur est donc relativement peu développé.

Graphique 3.6 : Couverture au niveau de l'enseignement supérieur en 2004/05 (ou proche)



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

Ce constat ne signifie pas que le supérieur n'est pas assez développé, mais simplement qu'en Afrique on compte assez peu d'étudiants ; la pertinence d'un enseignement supérieur développé fera l'objet de développements plus approfondis dans le chapitre 7.

Le manque de données plus fines ne permet pas de préciser ces observations, par exemple en termes de filière (scientifique, littéraire, etc.) ou de voie (école, université). Cette carence est regrettable car une des caractéristiques du supérieur, contrairement au primaire, et dans une moindre mesure au secondaire général, est qu'il est protéiforme : l'enseignement supérieur recouvre de nombreuses situations différentes qu'une simple description en termes quantitatifs ne permet pas de saisir.



© UNESCO BREDA - By Reg'

En 2004/05, les situations sont donc très diverses concernant le développement des cycles post-primaires, que ce soit pour le secondaire général, l'EFTP ou le supérieur et il est impossible d'établir des généralités sur ces niveaux d'enseignement en Afrique. La section suivante s'attache maintenant à l'analyse des disparités de genre dans ces niveaux d'enseignement.

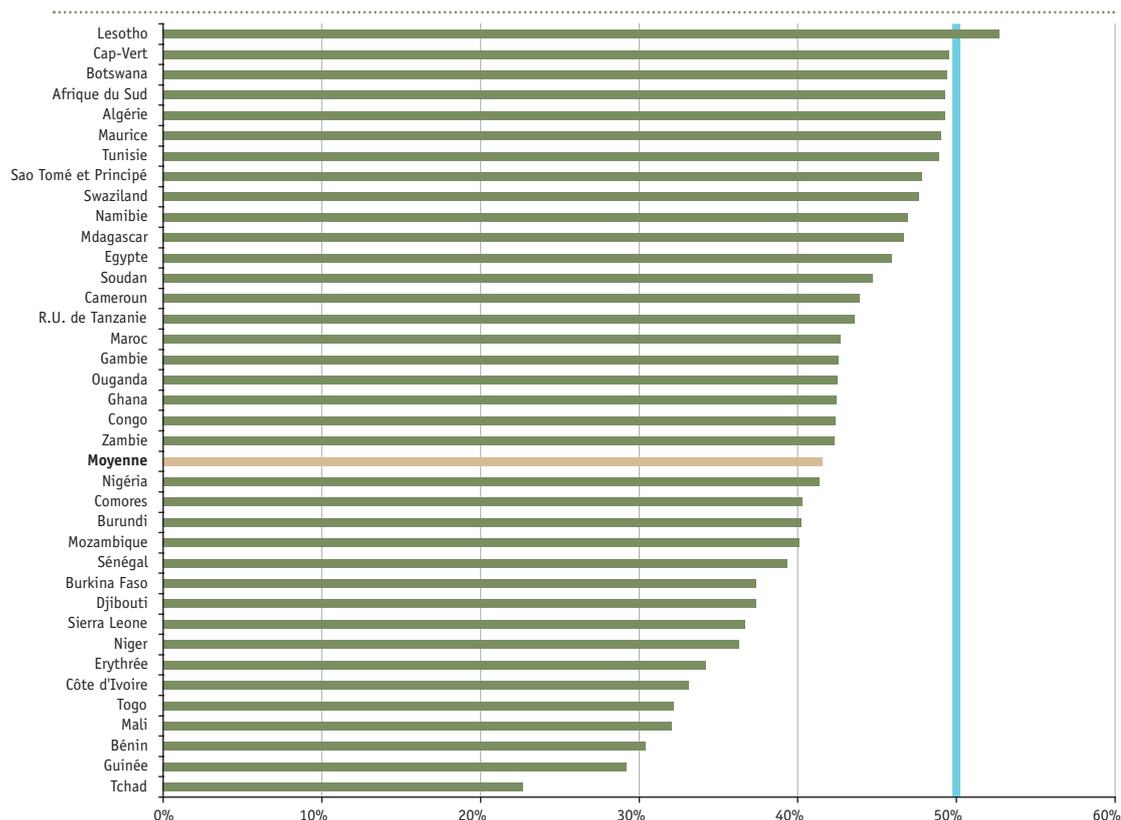
1.2 Des disparités de genre toujours marquées

D'une façon générale, de même qu'il existe encore des disparités notoires entre filles et garçons au primaire, les filles restent minoritaires dans les enseignements post-primaires.

Sur toute l'Afrique, les filles représentent moins de la moitié (45% en moyenne) des effectifs du secondaire général. Là encore on observe de profondes différences : la part des filles dans le secondaire général s'étale de 24% au Tchad à plus de 55% au Lesotho.

Le graphique 3.7 illustre cette diversité. Dans cinq pays, les filles sont deux fois moins nombreuses que les garçons alors que leur effectif dépasse celui des garçons dans neuf pays.

Graphique 3.7 : Part des filles dans l'enseignement secondaire général en 2004/05 (ou proche)



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

Il est important de souligner que, si on peut observer une certaine relation entre l'ampleur des disparités et le développement de l'enseignement secondaire, la corrélation est loin d'être parfaite. Dans les pays où l'enseignement secondaire général est fortement développé, on ne constate aucune disparité défavorable aux filles, au contraire : pour les huit pays dont le TBS dans l'enseignement secondaire est supérieur à 60%, la part des filles est égale ou supérieure à 50%. Dans les pays où l'enseignement secondaire est moins développé, on voit surtout une grande variété de situations. L'exemple le plus frappant est sans doute celui de Madagascar et du Tchad : alors qu'ils ont des TBS au secondaire très proches (respectivement de 18% et 20%), la part des filles s'élève à 50% à Madagascar contre 24% au Tchad.

Dans l'EFTP, la part des filles est légèrement inférieure puisqu'elle s'établit à environ 42%. Il faut avoir à l'esprit que la part des filles à ce niveau d'enseignement va beaucoup dépendre du type de filière qui est proposé. Certaines filières peuvent être destinées à des publics plutôt féminins alors que d'autres visent des publics plutôt masculins : la diversité dans l'offre peut donc dans une certaine mesure expliquer l'extrême variété des situations qu'on observe. Dans certains pays, on compte cinq à dix fois moins de filles que de garçons (Comores, Zambie), dans d'autres, on en compte autant, voire plus (Burkina Faso, Lesotho, Ghana). Il faut quand même souligner que les filles sont minoritaires dans la très grande majorité des pays.

Dans l'enseignement supérieur, les filles représentent 40% (moyenne simple) à 44% (moyenne pondérée) des effectifs. Pour ce niveau d'enseignement, on retrouve à peu près les mêmes schémas mais beaucoup plus accentués que pour le secondaire général. Les pays qui comptent peu de filles au supérieur sont des pays qui présentaient déjà un déséquilibre au secondaire (Tchad, Erythrée), et inversement, la parité se maintient dans les pays qui l'avaient atteinte au secondaire. Sur 31 pays pour lesquels on dispose de données par genre au supérieur, 12 pays comptent deux fois moins d'étudiantes que d'étudiants, alors que sept pays en comptent plus.

De façon générale, les inégalités de genre sont plus prononcées au fur et à mesure qu'on avance dans la scolarité, puisqu'elles s'accroissent entre les deux cycles du secondaire (45% à 42% en moyenne simple), puis entre le secondaire et le supérieur (42% à 40% en moyenne simple). Par contre, si les inégalités de genre dans l'enseignement secondaire sont importantes dans de nombreux pays africains, l'analyse de l'évolution de ces disparités depuis 2000 permet d'être relativement optimiste. En moyenne simple, la part des filles au secondaire général passe de 42,5% à 44% et dans presque tous les pays, la part des filles stagne ou augmente légèrement, à l'exception notable de l'Erythrée (et de quelques pays où la part des filles était et reste supérieure à 50%).



© UNESCO BREDIA - By Reg'

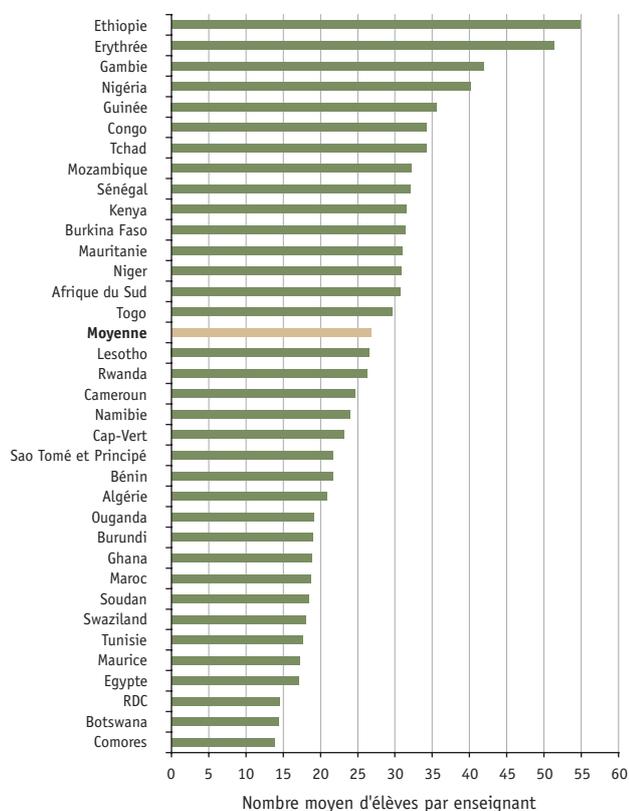
1.3 Les taux d'encadrement

Il s'agit dans cette partie d'observer les taux d'encadrement pour 2004/05 dans l'enseignement secondaire (général et technique)⁴ et dans l'enseignement supérieur afin de rendre compte de la politique des pays en termes d'allocation des ressources humaines.

Par taux d'encadrement, on entend le nombre d'élèves par enseignant. Contrairement à l'enseignement primaire où cet indicateur s'interprète sans ambiguïté puisque chaque élève n'a qu'un enseignant, il s'agira d'être plus réservé au post-primaire. En effet, l'indicateur pouvant renseigner directement sur les conditions d'enseignement dans le post-primaire serait plutôt le ratio élèves par groupe pédagogique mais cet indicateur n'est disponible que pour un nombre restreint de pays africains. Cela dit, le taux d'encadrement apporte des informations utiles concernant les conditions d'enseignement d'un pays au post-primaire, en particulier car il permet de voir comment les pays ont géré l'accroissement des effectifs au post-primaire au plan des ressources humaines.

Le graphique 3.8 présente les taux d'encadrement dans l'enseignement secondaire.

Graphique 3.8 : Taux d'encadrement dans l'enseignement secondaire (général et EFTP) en 2004/05 (ou proche)



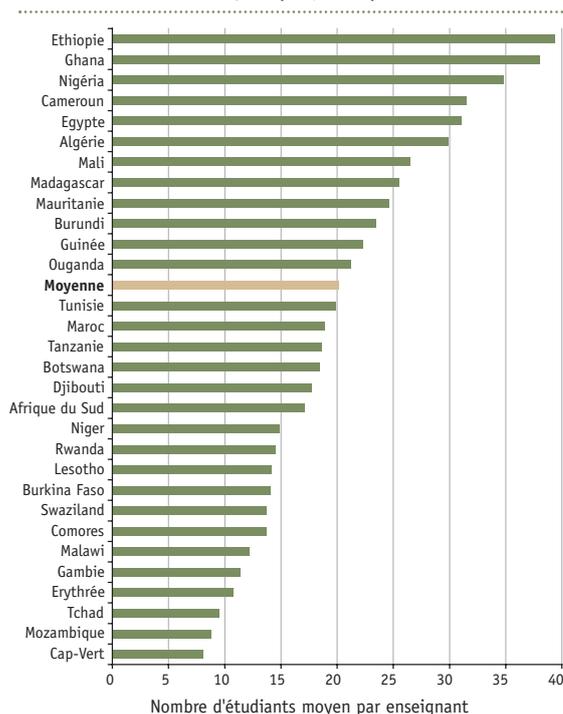
Le graphique 3.8 nous montre la grande diversité des politiques d'encadrement dans l'enseignement secondaire en Afrique. Ainsi, des pays comme les Comores ou le Botswana ont moins de 15 élèves par enseignant alors que l'Erythrée et l'Ethiopie en ont plus de 50. La moyenne pour l'ensemble des pays présentés est d'environ 27 élèves par enseignant.

Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

⁴ Les données disponibles ne permettent pas de dissocier le secondaire général de l'EFTP.

Le graphique 3.9 présente les taux d'encadrement dans l'enseignement supérieur en 2004/05 pour quelques pays africains.

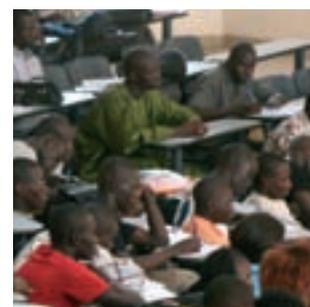
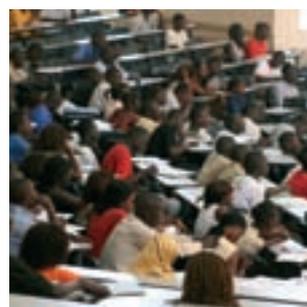
Graphique 3.9 : Taux d'encadrement dans l'enseignement supérieur en 2004/05 (ou proche)



On observe également une grande diversité des taux d'encadrement dans l'enseignement supérieur : ainsi, le Cap-Vert, le Mozambique, le Tchad présentent des ratios étudiants par enseignant inférieur à 10 alors que l'Egypte, le Cameroun, le Nigéria, le Ghana ou encore l'Ethiopie ont des ratios supérieurs à 30. La moyenne pour l'ensemble des pays présentés est d'environ 20 étudiants par enseignant.

Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

L'analyse des enseignements post-primaires en 2004/05 (ou proche) montre qu'il existe de très grandes disparités sur le continent africain, à la fois en termes de couverture, mais également en matière de choix de politiques éducatives qu'illustrent la part de l'enseignement technique et professionnel dans l'ensemble du secondaire et les taux d'encadrement dans les différents types et niveaux d'enseignement. On s'intéresse dans la section suivante aux dynamiques de croissance de ces niveaux post-primaires en mettant l'accent sur l'évolution de l'enseignement secondaire général pour voir si on constate une pression accrue à l'entrée du secondaire du fait de la SPU.



© UNESCO BREDIA - By Reg'

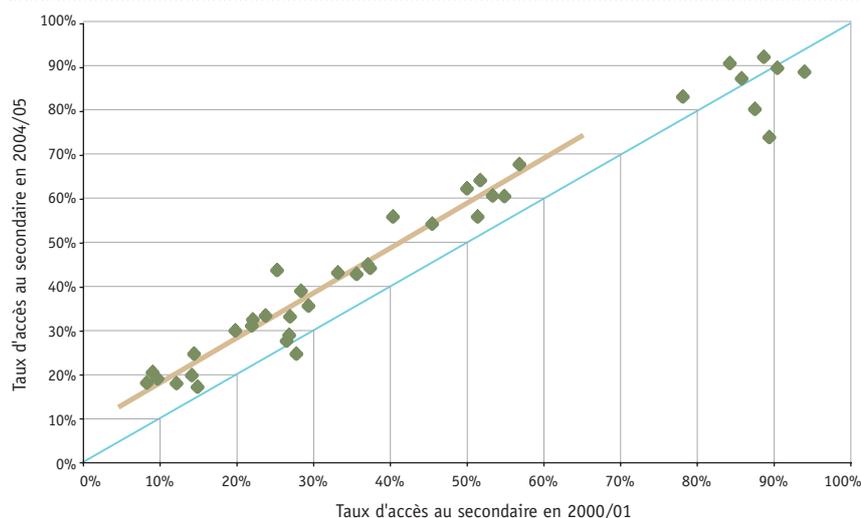
2. Les dynamiques de scolarisation à l'œuvre⁵

2.1 Depuis 2000, quelle évolution pour les enseignements post-primaires ?

2.1.1 L'enseignement secondaire général

En 2000, les TBS⁶ aux premier et second cycles du secondaire général étaient de 43% et 20% : en quatre ans, ces taux sont passés respectivement à 49% et 24%. Il est intéressant de constater que la hausse dans le premier cycle provient d'une augmentation importante de l'accès, et ce dans presque tous les pays, sauf pour les pays qui avaient déjà un taux d'accès élevé (Afrique du Sud, Namibie, Maurice) et l'Ouganda. Le graphique 3.10 présente les taux d'accès en 2000/01 et en 2004/05 au premier cycle du secondaire.

Graphique 3.10 : Taux d'accès en 2000/01 et en 2004/05 (ou proches) au premier cycle du secondaire



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

Il apparaît nettement sur le graphique que si on exclut les huit pays⁷ qui avaient un taux d'accès important en 2000/01 (supérieur à 70%), le taux d'accès au premier cycle du secondaire a augmenté d'environ 10 points dans l'ensemble des pays, et ce quel que soit le niveau de départ. Cela représente un accroissement rapide, dont on ne sait s'il est contrôlé ou subi, et qui peut donc susciter des interrogations : on va donc dans la suite de ce chapitre chercher à voir si cet accroissement s'est accéléré depuis 2000.

⁵ Dans cette partie n'est pas pris en compte le Nigeria, pour lequel on ne dispose pas de données autour de 2000.

⁶ Moyenne par pays.

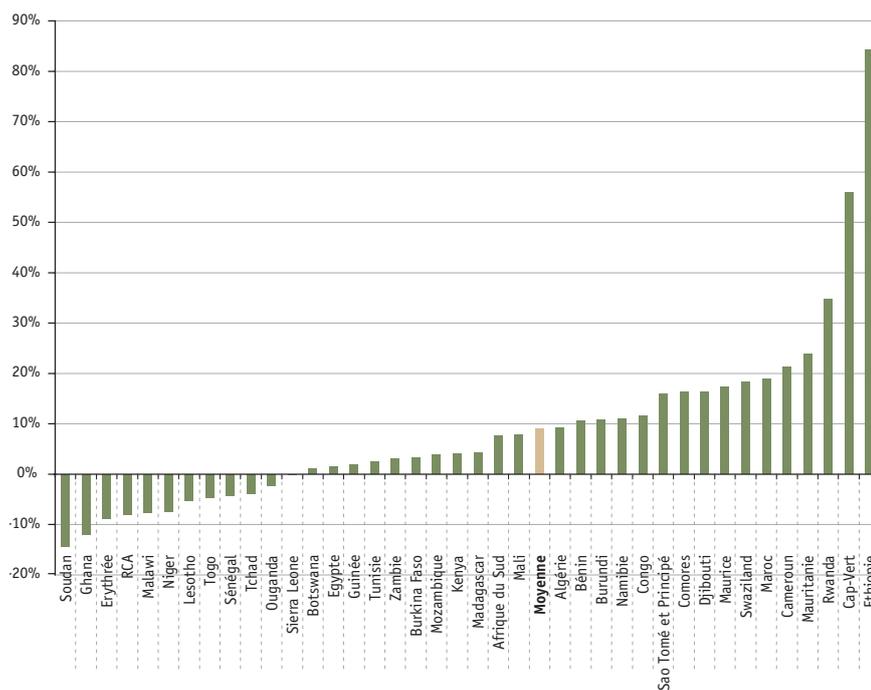
⁷ Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Cap-Vert, Egypte, Maurice, Namibie, Tunisie.

2.1.2 L'enseignement et la formation techniques et professionnels

La couverture de l'EFTP s'est accrue en Afrique : la moyenne de l'ensemble des pays⁸ est passée de 402 élèves à 549 élèves pour 100 000 habitants entre 2000/01 et 2004/05 soit un accroissement de 27% sur la période et un taux d'accroissement annuel moyen de 9%.

Contrairement au secondaire général, où la hausse est quasiment généralisée, l'évolution de l'EFTP varie beaucoup d'un pays à l'autre comme le montre le graphique 3.11, révélant une grande variété en termes de choix politique au niveau de ce sous-secteur entre 2000/01 et 2004/05. Si la couverture baisse dans certains pays (le Ghana par exemple), elle s'est considérablement développée dans d'autres pays dans lesquels les taux d'accroissement moyens annuels de la couverture ont dépassé 20% : c'est le cas du Cameroun (21%), de la Mauritanie (24%), du Rwanda (35%), du Cap-vert (56%) ou encore de l'Ethiopie (84%).

Graphique 3.11 : Taux d'accroissement annuel moyen de la couverture de l'EFTP entre 2000/01 et 2004/05 (ou proches)



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

2.1.3 L'enseignement supérieur

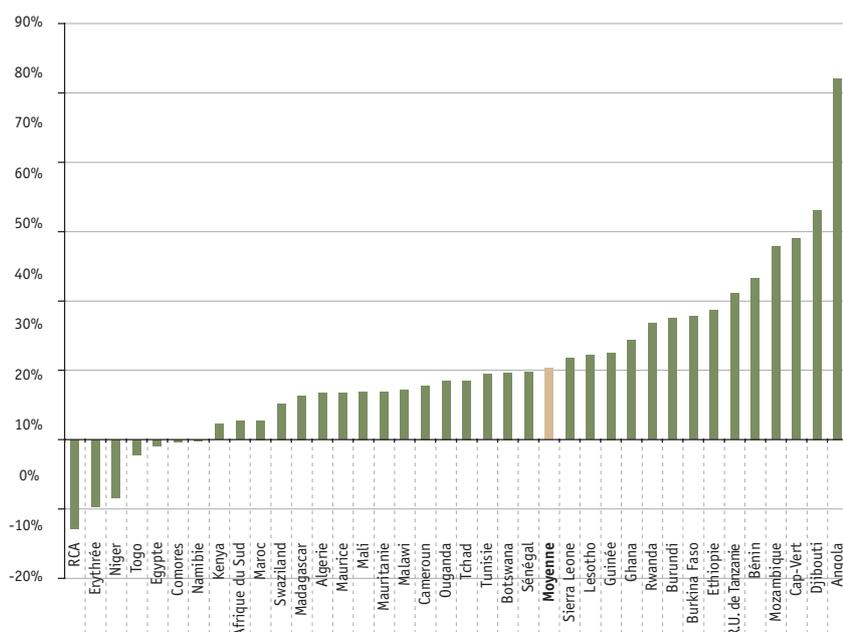
Dans les années récentes, l'enseignement supérieur africain s'est caractérisé par une forte expansion : le nombre moyen⁹ d'étudiants pour 100 000 habitants au niveau de l'enseignement supérieur est passé de 496 en 2000/01 à 630 en 2004/05 soit un accroissement annuel moyen de la couverture de l'enseignement supérieur de 10,3% sur la période.

La dynamique du supérieur varie sensiblement selon les pays : l'augmentation de la couverture du supérieur a été considérable dans certains pays, notamment en Tanzanie, au Bénin, au Mozambique, au Cap-Vert, à Djibouti ou en Angola ; par contre, cette couverture s'est réduite dans d'autres pays comme la République Centrafricaine, l'Erythrée, le Niger et le Togo (cf. graphique 3.12).

8 Données disponibles pour 39 pays représentés dans le graphique 3.11.

9 Moyenne sur les 37 pays représentés dans le graphique 3.12.

Graphique 3.12 : Taux d'accroissement annuel moyen de la couverture de l'enseignement supérieur entre 2000/01 et 2004/05 (ou proches)



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

2.1.4 Evolution des taux d'encadrement post-primaires

On sait qu'en termes de dépense unitaire dans le secteur de l'éducation, la variable taux d'encadrement est un paramètre d'ajustement dans la mesure où les salaires des enseignants restent relativement stables. De façon générale, les taux d'encadrement dans le secondaire et le supérieur se sont dégradés entre 2000/01 et 2004/05 : ainsi, de nombreux pays ont accru leurs effectifs dans le secondaire et dans le supérieur mais cet accroissement n'a pas été suivi dans les effectifs d'enseignants. Par exemple, l'Ethiopie a vu son TBS dans le secondaire total passer de 21,0% en 2000/01 à 31,3% en 2004/05 et son taux d'encadrement augmenter de 44 à 55 élèves par enseignant. Dans l'enseignement supérieur, on peut citer le Ghana qui a vu sa couverture passer de 323 à 552 étudiants pour 100 000 habitants entre 2000/01 et 2004/05 et qui parallèlement a vu son taux d'encadrement croître de 18 à 39 étudiants par enseignant.

Il existe cependant quelques exceptions comme le Burkina Faso qui a vu la couverture de son enseignement supérieur passer de 133 étudiants pour 100 000 habitants en 2000/01 à 218 en 2004/05 et qui, parallèlement, a connu une amélioration de son taux d'encadrement de 19 à 14 étudiants par enseignant.

2.2 La focalisation sur les objectifs de la SPU a-t-elle mécaniquement augmenté la pression de la demande s'exerçant sur l'enseignement secondaire général ?

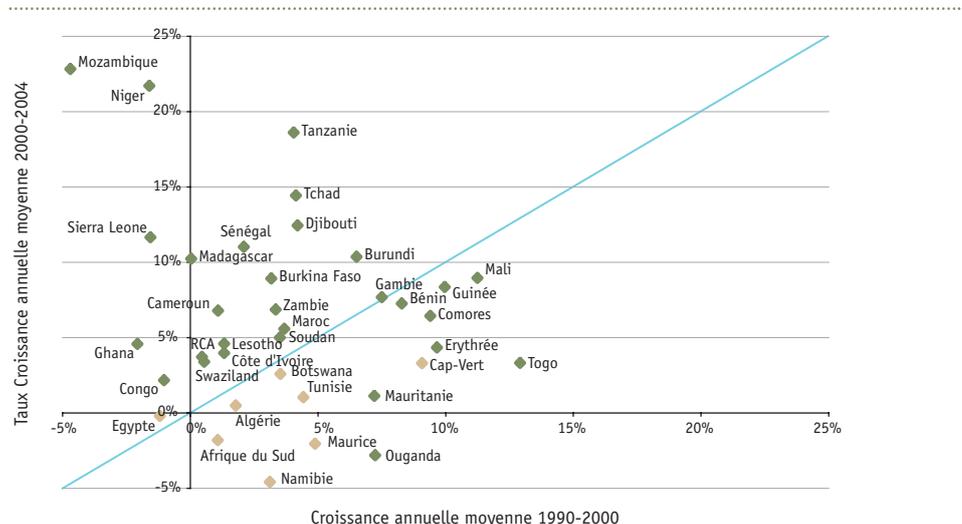
Avec la primauté depuis 1990 et surtout 2000 des objectifs de l'achèvement du primaire, les problématiques liées à l'enseignement secondaire ont souvent été laissées à l'arrière plan : la question du devenir des élèves après le cycle primaire se pose, et il faut voir si on observe une pression croissante dans l'accès au secondaire qui pourrait être due aux efforts liés à la SPU. En d'autres termes, on se demande si les élèves qu'on s'est efforcé d'amener en dernière année de primaire constituent un vivier de demande toujours croissante pour l'enseignement secondaire générale.

2.2.1 Tendances anciennes et tendances récentes : comparaison des rythmes de croissance

Pour comparer les rythmes de croissance entre 1990 et 2000 et entre 2000 et 2004¹⁰, on a recours au taux d'accroissement annuel moyen qui permet de voir de combien en moyenne l'indicateur a augmenté chaque année.

Le graphique 3.13 reporte ces taux d'accroissement annuels moyens pour l'accès au premier cycle du secondaire pour les deux périodes. La première bissectrice représente l'ensemble des points pour lesquels ces taux d'accroissement sont identiques en première et en deuxième période : les points situés au dessus de cette droite représentent des pays pour lesquels le taux d'accès a augmenté plus rapidement entre 2000 et 2004 qu'entre 1990 et 2000 ; inversement, les points situés au-dessous de la droite représentent des pays pour lesquels le taux d'accès a crû moins vite en deuxième période.

Graphique 3.13 : Taux d'accroissement annuels moyens des taux d'accès au secondaire général entre 1990 et 2000 et entre 2000 et 2004



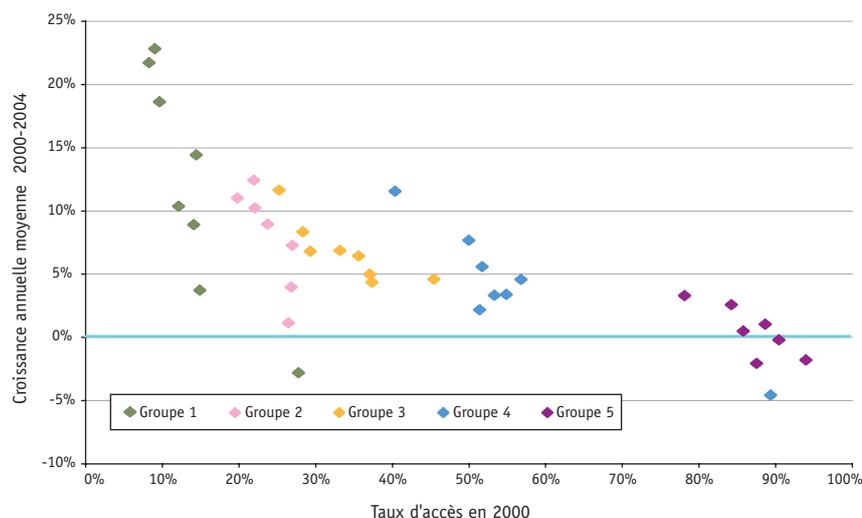
¹⁰ Ces périodes correspondent aux années scolaires 1990/91 - 2000/01 et 2000/01 - 2004/05.

Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

Une première lecture du graphique permet de dire qu'on ne constate pas d'accélération globale de la croissance des taux d'accès à l'enseignement secondaire. Cependant, si on écarte les huit pays qui avaient en 2000 un accès au secondaire supérieur à 60%, et qui par conséquent ont des perspectives de croissance du secondaire limitées (Cap-Vert, Botswana, Algérie, Maurice, Tunisie, Namibie, Egypte, Afrique du Sud), on constate que pour un grand nombre de pays, l'accès au secondaire a en moyenne augmenté plus rapidement entre 2000 et 2004 qu'entre 1990 et 2000.

Par ailleurs, il faut souligner que parmi les 22 pays qui voient leur rythme de croissance s'accélérer, neuf affichent des taux de croissance annuels moyens supérieurs à 10%, ce qui semble très élevé, notamment au regard du niveau de développement de l'enseignement secondaire de ces pays : les cas du Niger, du Mozambique, du Tchad et de la Tanzanie sont à ce titre caractéristiques. Ces pays faisaient partie du premier groupe dans la partie précédente, c'est-à-dire qu'ils ont des niveaux de développement particulièrement faibles de l'enseignement secondaire, et affichent des taux de croissance très élevés, supérieurs à 20% par an en moyenne pour le Niger et le Mozambique. Se pose clairement pour ces pays la question de la soutenabilité de tels rythmes d'expansion.

Graphique 3.14 : Taux d'accès au secondaire général en 2000 et taux de croissance annuel moyen de l'accès entre 2000 et 2004



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

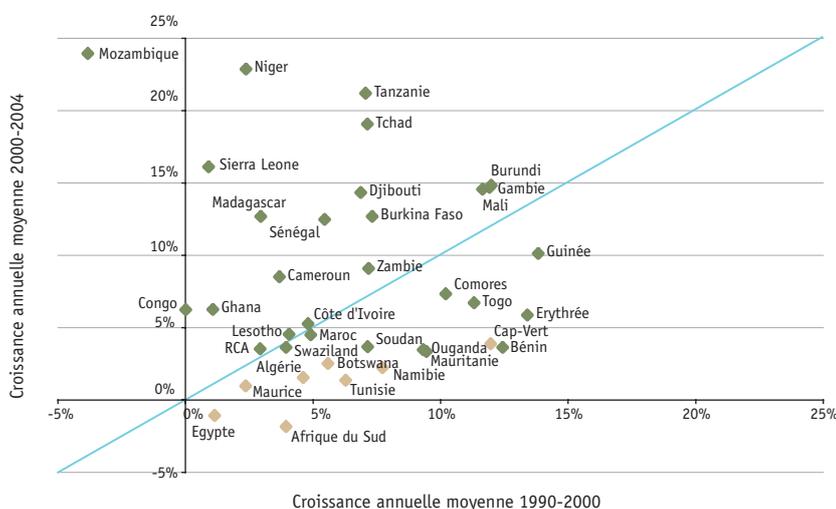
Le graphique 3.14 illustre bien cette problématique : il représente le taux d'accès au secondaire en 2000 et le taux de croissance annuel moyen entre 2000 et 2004 pour chaque pays en distinguant le groupe auquel le pays appartient en 2004 (défini au second paragraphe du 1.1.2). On voit bien que c'est parmi les pays qui avaient le plus faible accès qu'on observe les taux de croissance les plus importants.



© UNESCO BREDA - Mario Bels

Si on s'intéresse à la croissance des effectifs (voir graphique 3.15), on fait sensiblement les mêmes constats : pour les pays qui avaient déjà un accès au secondaire important, les taux de croissance sont faibles et souvent inférieurs à ceux observés pour la période 1990-2000. Pour les autres, on observe dix pays pour lesquels le rythme de croissance des effectifs diminue contre 20 pays où le taux d'accroissement des effectifs augmente sur la période 2000-2004. Il y a même 13 pays qui affichent des taux de croissance annuels moyens de leurs effectifs supérieurs à 10% entre 2000 et 2004, voire supérieurs à 20% au Mozambique, au Niger et en Tanzanie.

Graphique 3.15 : Taux d'accroissement annuels moyens des effectifs en 1^{ère} année du secondaire général entre 1990 et 2000 et entre 2000 et 2004



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

Au total, si on ne considère que les pays qui avaient un accès inférieur à 60% en 2000, on constate pour les deux tiers d'entre eux une accélération des taux de croissance en termes d'effectifs ou d'accès au secondaire : celle-ci est particulièrement marquée pour le Tchad, le Niger, le Mozambique et la République Unie de Tanzanie. Pour une dizaine de pays qui présentaient un accès inférieur à 60% en 2000, on observe un ralentissement des taux de croissance, qui demeurent malgré tout élevés. La partie qui suit cherche à caractériser ces rythmes de croissance différents en étudiant les effets mécaniques qui jouent dans cette croissance des effectifs et des taux d'accès.

2.2.2 Décomposition : d'où vient la croissance observée dans l'accès au premier cycle de l'enseignement secondaire ?

Avant d'accéder au secondaire, un élève a dû entrer à l'école primaire, terminer sa scolarité primaire et passer du primaire au secondaire : l'accès au secondaire résulte donc de trois facteurs, à savoir l'accès au primaire, la rétention au primaire et la transition entre le primaire et le secondaire. On cherche ici à décomposer la croissance des taux d'accès au secondaire comme la somme des évolutions de ces trois composantes.

L'encadré suivant présente la méthode employée pour effectuer une telle décomposition.

Encadré 3.2 : Décomposition par log-linéarisation de la croissance observée dans l'accès au premier cycle du secondaire

Si on considère les taux d'accès et d'achèvement des différents cycles (primaire, secondaire 1, secondaire 2), on peut établir les relations suivantes :

On note Acc et $Achvt$ respectivement les taux d'accès et d'achèvement, indicés par les cycles, et $Rét$ et $Trans$ respectivement les taux apparents de rétention et de transition.

$$Achvt'_{prim} = Acc'_{prim} \times Rét'_{prim}$$

$$Acc'_{sec1} = Achvt'_{prim} \times Trans'_{prim-sec1} = Acc'_{prim} \times Rét'_{prim} \times Trans'_{prim-sec1}$$

$$Achvt'_{sec1} = Acc'_{prim} \times Rét'_{sec1} = Achvt'_{prim} \times Trans'_{prim-sec1} \times Rét'_{sec1}$$

On cherche à exprimer les taux de croissance entre deux instants t_1 et t_2 , qu'on notera de la façon suivante:

$$\frac{Acc'_{cycle}{}^{t_2}}{Acc'_{cycle}{}^{t_1}} = acc'_{cycle}{}^{t_1-t_2}$$

$$\frac{Achvt'_{cycle}{}^{t_2}}{Achvt'_{cycle}{}^{t_1}} = achvt'_{cycle}{}^{t_1-t_2}$$

$$\frac{Rét'_{cycle}{}^{t_2}}{Rét'_{cycle}{}^{t_1}} = r'_{cycle}{}^{t_1-t_2}$$

$$\frac{Trans'_{cycle}{}^{t_2}}{Trans'_{cycle}{}^{t_1}} = t'_{cycle}{}^{t_1-t_2}$$

Par conséquent, on peut décomposer la croissance dans l'accès ou l'achèvement du premier cycle secondaire selon des termes qui correspondent à la croissance dans l'accès au primaire, la rétention au primaire, la transition entre primaire et secondaire et la rétention au secondaire. Le passage par la fonction logarithme permet de décomposer la croissance de l'indicateur d'intérêt comme une somme de croissance d'autres indicateurs liés.

On cherche par exemple à décomposer la croissance du taux d'accès au secondaire 1 entre 2000 et 2004,

c'est-à-dire qu'on cherche à exprimer $\frac{Acc'_{sec1}{}^{2004}}{Acc'_{sec1}{}^{2000}} = acc'_{sec1}{}^{00-04}$

On a donc :

$$acc'_{sec1}{}^{00-04} = \frac{Acc'_{sec1}{}^{2004}}{Acc'_{sec1}{}^{2000}} = \frac{Acc'_{prim}{}^{2004} \times Rét'_{prim}{}^{2004} \times Trans'_{prim-sec1}{}^{2004}}{Acc'_{prim}{}^{2000} \times Rét'_{prim}{}^{2000} \times Trans'_{prim-sec1}{}^{2000}} = acc'_{prim}{}^{00-04} \times r'_{prim}{}^{00-04} \times t'_{prim-sec1}{}^{00-04}$$

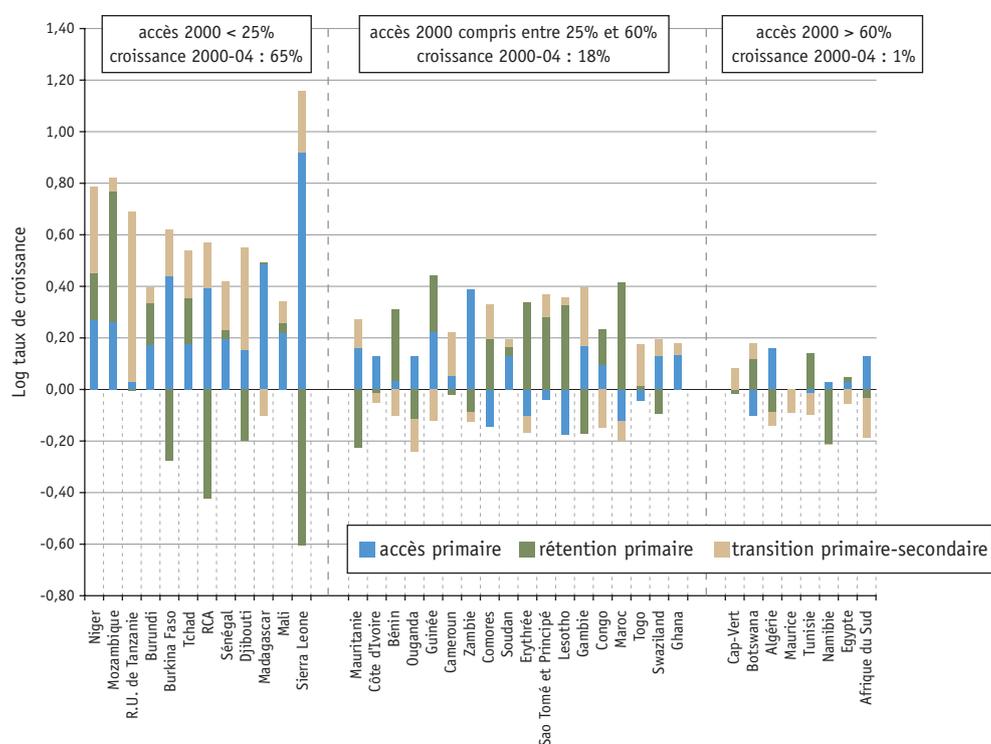
Et la log-linéarisation donne :

$$\ln acc'_{sec1}{}^{00-04} = \ln acc'_{prim}{}^{00-04} + \ln r'_{prim}{}^{00-04} + \ln t'_{prim-sec1}{}^{00-04}$$

Ainsi, la hausse observée dans l'accès au secondaire peut être considérée comme la somme des évolutions de l'accès au primaire, de la rétention apparente au cycle primaire et de la transition apparente entre la dernière année du primaire et la première année du secondaire.

L'évolution observée de l'accès au secondaire peut donc se décrire comme la somme de trois éléments : l'évolution de l'accès au primaire, l'évolution de la rétention apparente au cycle primaire et l'évolution de la transition entre le primaire et le secondaire. Il est difficile de dégager de ces différents éléments une tendance commune pour l'ensemble des pays, ce qui paraît normal au vu de la grande variété de situations qu'on a soulignée tout au long du chapitre. Par contre, lorsqu'on classe les pays par niveau d'accès en 2000, on s'aperçoit qu'on peut de façon schématique distinguer trois groupes aux décompositions stylisées.

Graphique 3.16 : Décomposition du gain dans l'accès au 1^{er} cycle du secondaire entre 2000 et 2004



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

Parmi les pays qui avaient un taux d'accès en 2000 inférieur à 25%, la hausse de l'accès constatée s'explique de façon générale par les hausses conjuguées de l'accès au primaire, de la rétention au primaire et de la transition. Pour une majorité de pays, la hausse importante de l'accès au primaire se conjugue à une hausse de la rétention, sauf pour quatre pays (Burkina Faso, Djibouti et RCA et Sierra Leone qui sont tous deux des pays post-conflits) où la rétention observée au primaire baisse de façon assez marquée et pèse donc négativement sur l'évolution du taux d'accès au secondaire. De même, la hausse de l'accès au secondaire s'explique partout en partie par une hausse non négligeable de la transition (hormis Madagascar). Enfin, la hausse de l'accès au primaire contribue partout mécaniquement à la hausse de l'accès dans le secondaire.

Dans les pays où l'accès au secondaire en 2000 était compris entre 25% et 60%, on constate que la transition observée a très peu évolué, que ce soit à la hausse ou à la baisse et la hausse de l'accès au primaire, loin d'être générale, ne contribue pas beaucoup à la hausse de l'accès au secondaire sauf en Zambie. Par contre, l'amélioration de la rétention contribue significativement à l'évolution de l'accès au secondaire pour le Bénin, la Guinée, les Comores, l'Erythrée, Sao Tomé et Principé, le Lesotho, le Congo et le Maroc. On remarque également que, contrairement aux pays analysés au-dessus, il n'y a pour la plupart (14 pays sur 18) pas

de cumul d'un accès et d'une rétention au primaire en hausse : si l'accès augmente, la rétention baisse ou inversement.

Pour les pays dont l'accès était en 2000 supérieur à 60%, on a vu auparavant que l'accès avait assez peu évolué depuis 2000. Cela pourrait s'expliquer soit par des évolutions très contrastées de l'accès au primaire, de la rétention et de la transition, soit par une stagnation de ces trois indicateurs. Il apparaît clairement que c'est la deuxième hypothèse qui se vérifie, puisque pour tous ces pays qui avaient un taux d'accès au secondaire élevé, les progressions sont très peu marquées, que ce soit à la hausse ou à la baisse.

Au final, que montrent ces décompositions ? Encore une fois, la diversité des situations empêche de tracer des profils type de pays. Cependant, un certain nombre d'éléments semble émerger. Tout d'abord, les hausses les plus importantes dans l'accès au secondaire s'observent dans les 12 pays qui avaient un taux d'accès faible en 2000, et qui donc avaient des marges de manœuvre importantes pour progresser rapidement ; c'est aussi dans ces pays que les taux d'accès au primaire ont le plus progressé depuis 2000. Ce qu'il est important de souligner est que pour ces pays, la hausse de l'accès au primaire n'est pas compensée par une baisse de la rétention ou de la transition, au contraire : tous les taux se cumulent, et on n'observe donc pas de régulation des flux. La situation est très différente pour les autres pays où le taux d'accès au secondaire en 2000 était déjà un peu plus élevé : pour les pays du deuxième groupe, on note que la rétention observée est un facteur déterminant, même si elle évolue parfois à la hausse, parfois à la baisse, sans qu'on puisse dessiner de tendance particulière. Dans la majeure partie des cas, elle compense la hausse (ou la baisse) de l'accès au primaire, tandis que la transition entre le primaire et le secondaire évolue très peu. Enfin, pour le dernier groupe, tous les indicateurs semblent s'être stabilisés puisque les variations des différents éléments sont très faibles. Sans sur-interpréter les résultats, on peut émettre l'hypothèse suivante : quand le secondaire est très peu développé, son expansion est rapide et résulte d'une amélioration conjuguée de l'accès et de la rétention au primaire et de la transition entre primaire et secondaire. Se met ensuite en place une croissance beaucoup plus régulée ; et enfin, à partir d'un certain niveau, les indicateurs se stabilisent.



4. Conclusion

On a pu constater tout au long de ce chapitre la très grande diversité de l'état des enseignements post-primaires en Afrique et des dynamiques qui les régissent. Des pays où l'accès au secondaire, et encore plus au supérieur, est très marginal côtoient des pays où l'accès au secondaire est quasi-universel, même si de façon générale, on assiste à une expansion de ces niveaux, que ce soit pour le secondaire général, l'enseignement technique et professionnel ou le supérieur. Cette grande diversité ne permet pas de tirer de conclusions ou de recommandations générales mais on est en mesure de répondre à un certain nombre de questions posées en début de chapitre. Pour les pays qui se caractérisent par un faible accès au secondaire, on note généralement une accélération des rythmes de croissance, à la fois en termes d'effectifs et d'accès, avec des taux de croissance moyens annuels qui dépassent 10%. Pour les autres pays, les plus avancés, on ne constate pas de pression largement accrue depuis 2000.

Il faut donc souligner deux choses : tout d'abord, il y a quand même un certain nombre de pays pour lesquels la hausse importante des taux de croissance observés peut susciter interrogations et inquiétudes pour l'avenir, d'autant plus que ce sont des pays qui ont pour l'heure de faibles capacités d'accueil et pour lesquels la question de la soutenabilité et de la pertinence de tels rythmes se pose. D'autre part, les dynamiques de croissance qui étaient à l'œuvre pendant la décennie 1990 étaient déjà assez soutenues et les flux d'élèves qui arrivent au niveau du secondaire ne cessent de croître. De ces constats émergent un certain nombre de problématiques qui seront abordées dans les chapitres suivants. La croissance soutenue des effectifs dans le secondaire pose la question de sa soutenabilité, notamment pour certains pays, à la fois physique, économique et financière. Autrement dit, dans quelle mesure les rythmes de croissance observés aujourd'hui peuvent-ils être maintenus dans les années à venir?

Par ailleurs, la promotion de la SPU a occulté en grande partie l'enseignement secondaire et il faut dès maintenant réfléchir au devenir des élèves qui achèvent leur scolarisation primaire et aux systèmes les plus adaptés aux environnements de chaque pays. Si ce constat général semble partagé par tous aujourd'hui, la grande diversité des situations observées milite en faveur d'une réflexion propre à chaque pays sur la forme et le contenu à donner aux enseignements post-primaires. A ce titre, l'enseignement et la formation techniques et professionnels, qui reçoivent depuis un ou deux ans un regain d'attention, ne sauraient constituer une solution sans une réflexion poussée et appropriée pour adapter de tels enseignements au contexte économique. Les données manquent à ce niveau, comme pour le supérieur, alors que ce sont des enseignements dont l'une des principales spécificités est leur caractère protéiforme : les nombreuses filières et spécialités permettent une grande adaptabilité de ces niveaux d'enseignement, atout qui est finalement loin d'être exploité, mais requièrent également des analyses beaucoup plus fines que l'état actuel des données ne permet malheureusement pas.



© UNESCO BREDA - Mario Bels